

# BONNES PRATIQUES SYNDICALES

EN VUE DE LA REALISATION  
DE L'AGENDA 2030



# Contenu

|    |   |    |
|----|---|----|
| 1. | Introduction  | 2  |
| 2. | Partenariats pour les ODD   | 3  |
|    | Les pays partenaires  | 4  |
| 3. | Les objectifs de développement durable (les ODD)                        | 6  |
|    | ODD 3: Bonne santé et bien-être   | 7  |
|    | ODD 4: Éducation de qualité   | 8  |
|    | ODD 5: Égalité entre les sexes  | 9  |
|    | ODD 8: Travail décent et croissance économique                          | 10 |
|    | ODD 10: Inégalités réduites   | 11 |
|    | ODD 13: Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques | 12 |
|    | ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs                  | 13 |
| 4. | Conclusion  | 13 |
| 5. | Annexe  | 14 |

## Introduction

Dans le contexte de la mondialisation croissante de l'économie et de la crise mondiale, il est plus que jamais nécessaire d'unir les forces syndicales à travers le monde. C'est pourquoi l'ACLVB-CGSLB soutient depuis de nombreuses années la coopération internationale, visant à promouvoir le développement social et économique et à éradiquer la pauvreté - le tout dans un esprit de solidarité, l'une des principales valeurs de notre mouvement syndical.

Cette mission s'étend au-delà des frontières nationales. Dans les programmes de développement, nous nous adressons à tous les employés du monde entier. Nos actions visent à améliorer les conditions de vie des travailleurs du monde entier.

Nos actions syndicales et nos programmes de coopération au développement sont à situer dans ce contexte. L'objectif de l'ACLVB-CGSLB est de fournir aux partenaires les moyens nécessaires pour restaurer ou initier le dialogue social et, à long terme, renforcer le bien-être de l'ensemble de la population. Pour ce faire, elle s'appuie sur le fonctionnement de son association sans but lucratif de coopération au développement, le BIS-MSI.

En tant qu'ACLVB-CGSLB et BIS-MSI, nous avons, depuis le début de l'Agenda 2030, soutenu les 17 objectifs et le message " ne laisser personne de côté " au niveau national, européen et international.

La réflexion à long terme, la durabilité et les ODD sont avant tout des sujets de conversation qui peuvent être abordés dans le cadre du dialogue social entre employeurs et employés. BIS-MSI souhaite intégrer la durabilité dans les activités syndicales, le partenariat avec un cadre de référence compréhensible et avec une approche suffisamment pratique et opérationnelle.

Dans cette brochure, nous souhaitons inspirer tous les partenaires participant au dialogue social en mettant en avant un certain nombre de bonnes pratiques contribuant à un ou plusieurs ODD. Les projets et actions des différentes organisations sont des exemples de la manière dont les syndicats peuvent avoir un impact positif sur la réalisation de l'Agenda 2030. BIS-MSI a chargé SUSTACON (<https://www.sustacon.me/>) d'aider à la compilation de cette brochure basée sur une série d'entretiens avec les différentes organisations partenaires de BIS-MSI.





# Partenariats pour les ODD

BIS-MSI a collaboré avec différents pays pour les aider à atteindre les ODD.

Dans cette brochure, nous nous concentrons sur trois pays partenaires avec lesquels l'organisation sans but lucratif BIS-MSI entretient une coopération intensive depuis des années : le Burundi, le Sénégal et l'Afrique du Sud.

Il va de soi que chaque pays a un contexte spécifique dans lequel les organisations syndicales doivent travailler. Néanmoins, certains thèmes revêtent une grande importance pour toutes les organisations partenaires :



## 1. La transition de l'économie informelle à l'économie formelle

Dans les pays partenaires, la grande majorité de la population travaille dans l'agriculture, les transports ou dans des emplois très précaires, sans contrat ni droits du travail clairs. C'est ce que nous appelons l'économie informelle. Il est très important de formaliser cette économie informelle afin d'assurer une protection sociale et un système de sécurité sociale pour les travailleurs. La recommandation 204 de l'OIT est notre feuille de route pour travailler à cette formalisation.

## 2. Un salaire minimum pour tous

Le travail décent doit être au cœur de la relance de la croissance économique et de la construction d'une nouvelle économie mondiale qui donne la priorité aux personnes. C'est pourquoi, dans nos pays partenaires, l'accent est mis sur la lutte pour un salaire minimum décent et une augmentation des salaires pour tous les travailleurs. Cela signifie que les salaires minimums doivent être suffisamment élevés pour garantir un niveau de vie digne.

## 3. Égalité entre les sexes

Les femmes en général rencontrent plus de difficultés dans la vie quotidienne, comme les tâches ménagères et l'écart de rémunération. Il est temps de tirer la sonnette d'alarme et de prendre en compte la dimension de genre dans la mise en œuvre des politiques et des mesures. Les organisations partenaires se battent pour une participation équilibrée des hommes et des femmes à la vie sociale et pour l'égalité des chances sur le marché du travail.

## 4. L'éducation accessible à tous les enfants

Une éducation de qualité pour tous les enfants, garçons et filles, est importante pour trouver des travailleurs qualifiés qui peuvent effectuer un travail décent et contribuer ainsi au développement économique du pays. Pour les syndicats, "l'apprentissage tout au long de la vie" est un élément essentiel de conditions de travail décentes.





## Pays partenaire BURUNDI

BIS-MSI soutient les fédérations syndicales de l'économie informelle au Burundi pour atteindre différents objectifs. Ces fédérations ont connu une forte croissance ces dernières années, en partie grâce à la coopération avec l'ACLVB-CGSLB/BIS-MSI, et se concentrent sur les travailleurs des secteurs suivants : transport, travailleurs domestiques, production alimentaire et fabrication. Les travailleurs de l'économie informelle constituent désormais la majorité des membres de la COSYBU, la confédération syndicale la plus représentative du Burundi.

Le COSYBU mène des campagnes de recrutement de membres pour renforcer sa représentativité et son caractère démocratique. Cela signifie également que davantage de travailleurs de l'économie informelle peuvent faire valoir leurs droits et augmenter leurs revenus. Dans les années à venir, il sera important de continuer à obtenir les droits des travailleurs aux niveaux national, provincial et local, ce qui se traduira par de meilleures conditions de travail.

Au cours des dernières années, le COSYBU a veillé à ce que les demandes des travailleurs de l'économie informelle soient prises en compte dans tous les forums de dialogue social. Lors de la négociation des politiques sociales et du travail avec le gouvernement ou les employeurs, le COSYBU défend les intérêts de ces travailleurs les plus vulnérables.

L'organisation accorde une attention particulière aux intérêts et aux besoins des jeunes et des femmes par le biais de son travail interne sur les femmes et les jeunes. COSYBU sensibilise la société à l'émancipation des femmes sur le marché du travail et dans la société en général. Elle est fortement engagée en faveur de l'indépendance financière et organisationnelle des femmes.

Il existe un salaire minimum pour la plupart des emplois, mais il est très bas. La COSYBU tente de négocier une politique salariale et de la proposer au gouvernement. En outre, le COSYBU s'efforce d'obtenir un meilleur statut professionnel (formel) pour tous les travailleurs, donnant accès à de meilleurs salaires, à la sécurité de l'emploi, aux droits et à la sécurité au travail, ainsi qu'à la protection sociale.

En outre, COSYBU sensibilise au changement climatique et aux petites actions qui rendent le travail dans le secteur informel moins polluant. Les effets du changement climatique se font sentir au Burundi et COSYBU tente de sensibiliser la population et le gouvernement sur ce qui peut être fait pour atténuer le réchauffement de la planète.

Depuis 2005, la CNTS et la BIS-MSI ont élargi leur partenariat au service des femmes et des travailleurs de l'économie informelle. Jusqu'alors, l'économie informelle au Sénégal était peu structurée et organisée, et les femmes se retrouvaient dans des conditions de travail déplorables. Elles étaient professionnellement vulnérables et peu organisées au sein des syndicats.

Pour que les travailleurs de l'économie informelle obtiennent des droits garantis, la CNTS demande la reconnaissance de leurs contrats de travail.

Parallèlement, la CNTS mène une campagne visant à imposer un salaire minimum national et une protection sociale pour les travailleurs informels. La CNTS entend ainsi contribuer à la mise en œuvre de la recommandation n°204 de l'Organisation internationale du travail sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

La CNTS a accompagné toutes les réformes du système éducatif national et a participé à la mise en œuvre des programmes d'accès à une éducation de qualité pour tous. En outre, la CNTS a signé des accords avec les institutions de formation professionnelle pour faciliter l'accès aux travailleurs de l'économie informelle et, en collaboration avec les syndicats d'enseignants, a exigé la construction de nouveaux bâtiments scolaires et la fourniture de matériel pour assurer une éducation de qualité.

Au sein de la confédération, la CNTS a introduit la discrimination positive en fixant à 40% la participation des femmes dans tous les organes et organismes de décision. En conséquence, il y a déjà plus de femmes dans les organes de décision.

## Pays partenaire SENEGAL



La CNTS est l'organisation syndicale la plus importante et la plus représentative du Sénégal et joue un rôle de premier plan dans les négociations au niveau national. Dans ses actions, la CNTS fait la promotion du travail décent selon ses 4 piliers : accès au travail, respect des droits, protection sociale et dialogue social. Elle travaille en étroite collaboration avec le haut conseil du dialogue social et avec la plateforme inter-sociétale qui œuvre pour la défense des intérêts et des droits des travailleurs employés dans le secteur informel.





## Pays partenaire Afrique du Sud

Etant la plus grande fédération syndicale en Afrique du Sud, et la deuxième plus grande en Afrique, COSATU joue un rôle très important en tant que partenaire social. Les rencontres internationales et bilatérales montrent que COSATU joue un rôle clé dans le mouvement syndical international. Compte tenu des besoins du partenaire, et conformément à la tendance internationale de promotion de la coopération Sud-Sud, l'ACLVB-CGSLB/BIS-MSI collabore à un programme pilote avec la COSATU..

Le BIS-MSI et l'ACLVB-CGSLB ont également un partenariat avec le syndicat sud-africain SACCAWU. Ils se concentrent sur l'obtention de conditions de travail standardisées et d'avantages sociaux pour les employés du secteur sud-africain de la vente en gros et au détail.

SACCAWU est l'une des organisations membres du COSATU et investit dans la formation pour obtenir de bons négociateurs - en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes - afin de mieux représenter et défendre les travailleurs.

SACCAWU veut renforcer sa représentativité principalement dans le secteur de l'hôtellerie et de l'accueil. Dans ce secteur, il y a un fort besoin d'obtenir plus d'avantages sociaux pour certaines catégories d'employés (par exemple, les travailleurs à temps partiel) par le biais d'un dialogue social renforcé.

Avec le COSATU et d'autres organisations du mouvement social, le SACCAWU fait pression pour obtenir un salaire minimum national pour tous les travailleurs sud-africains.

Le SACCAWU a pris un certain nombre de mesures qui prévoient des secours pour les travailleurs, les chômeurs, des dispositions en matière de retraite, une assistance sociale pour les plus vulnérables par le biais d'une allocation de revenu pour les enfants, des enfants placés et d'autres aides sociales pour les familles dans le besoin.

Les actions en faveur de l'égalité des sexes sont au centre de leurs activités. Le COSATU et le SACCAWU ont contribué à l'adoption de la législation sur l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et ont défini ce que devrait être un salaire égal pour un travail égal et ce qu'est exactement un travail de valeur égale.

Il y a une énorme crise concernant la violence domestique, qui s'est intensifiée pendant la crise du COVID-19. La violence sexiste a toujours été un problème majeur en Afrique du Sud et figure donc en tête de l'agenda des syndicats.





# ODD

## Les ODD en général

Les ODD, ou Objectifs de développement durable, ont été établis en 2015 par tous les états membres des Nations unies pour appeler les citoyens, les entreprises et les gouvernements à agir et à changer le monde ensemble. Nous devons travailler ensemble pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et lutter contre le changement climatique, combattre les inégalités et améliorer la vie et les perspectives de tous. Pour relever ces défis, le cadre des ODD fournit un plan sur 15 ans avec 17 cibles à atteindre d'ici 2030.

Les ODD peuvent être subdivisés en cinq thèmes principaux : les personnes, la planète, la prospérité, la paix et le partenariat.

Bien que ces 17 objectifs soient tous aussi importants les uns que les autres et qu'ils soient tous liés, il existe certains ODD sur lesquels les partenaires sociaux et les organisations syndicales peuvent avoir plus d'impact :

-  3. Bonne santé et bien être
-  4. Éducation de qualité
-  5. Égalité entre les sexes
-  8. Travail décent et croissance économique
-  10. Inégalités réduites
-  13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
-  17. Partenariats pour la réalisation des objectifs





## AFRIQUE DU SUD : SANTÉ MENTALE

La santé mentale est devenue une question importante dans la crise du Covid 19. Comme de nombreuses personnes ont dû rester chez elles et n'avaient que peu ou pas de contacts sociaux, le nombre de personnes souffrant de problèmes de santé mentale a augmenté. Saccawu et ses organisations partenaires tentent de briser les tabous associés à la maladie mentale et au conseil.

Saccawu et ses organisations partenaires ont fait de la santé mentale une priorité et ont mis en place un programme personnalisé à cet effet. Elles proposent à leurs membres des séances de conseil où ils peuvent parler ouvertement de leurs problèmes de **santé mentale dans un environnement confidentiel**. Cela a créé un espace où les gens peuvent parler à d'autres de leurs problèmes (de santé mentale). Les gens partagent leurs expériences sur la façon dont ils gèrent ces problèmes et ils essaient de se conseiller mutuellement sur la base de leurs propres expériences. Certaines organisations partenaires proposent même des services de conseil gratuits, vers lesquels Saccawu peut toujours orienter ses membres.

Les problèmes de santé mentale sont également liés à la violence domestique et au harcèlement sexuel. COSATU et SACCAWU investissent dans la formation et l'éducation des membres pour le soutien des femmes et des autres.

Bonne santé et bien-être à tout âge : La mortalité infantile et maternelle doit diminuer. Il en va de même pour l'alcoolisme et la toxicomanie. Des informations sur les maladies infectieuses sont nécessaires pour éviter leur propagation. L'ONU veut sensibiliser aux maladies mentales et appellent à une réduction des décès sur la route.



Les syndicats participent au développement d'un **système national de soins de santé** afin de fournir des soins de qualité, gratuits, à tous les différents groupes de population. Les syndicats promeuvent la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs, tant sur le lieu de travail et sur le chemin du travail, qu'à la maison dans la famille, en améliorant les conditions de vie et de travail qui assurent une redistribution équitable et digne des revenus. Les syndicats organisent des campagnes COVID-19 pour sensibiliser à la gravité de la pandémie ; diverses précautions et mesures restrictives ont été prises pour faire face à la pandémie.

## SENEGAL

La CNTS s'est engagée à assurer l'accès des travailleurs de l'économie informelle aux structures de santé. En outre, la CNTS a mis en place un régime national d'assurance maladie pour les travailleurs de l'économie informelle.



L'assurance maladie nationale



Accès aux services de santé

## BURUNDI

COSYBU s'engage à protéger l'approvisionnement alimentaire et les services essentiels et à garantir des prix appropriés. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire, notamment la fourniture de produits de base prioritaires et l'accès aux services essentiels tels que les télécommunications et les services publics, doivent être maintenus à des prix appropriés.



Accès à la nourriture et aux services essentiels

Des campagnes ont été organisées pour prévenir la propagation de la pandémie de COVID-19 et pour absorber les chocs économiques et sociaux causés par celle-ci. Le COSYBU a organisé certaines activités pour sensibiliser la population aux mesures de protection introduites contre le COVID-19. En outre, le COSYBU a envoyé des enquêtes pour savoir ce que les gens pensent des mesures prises et comment ils les gèrent.



Campagnes de prévention du COVID-19

## L'AFRIQUE DU SUD

SACCAWU sensibilise au cancer en général et à l'importance de contrôles réguliers, non seulement pour détecter le cancer mais aussi pour prévenir les maladies en général.

Ils ont commencé par sensibiliser au cancer du col de l'utérus avec une brochure, des dépliants, etc. Après quelques années, ils ont également commencé à sensibiliser au cancer du sein, car il est très répandu en Afrique du Sud. Ils encouragent les gens à faire des autocontrôles et à aller chez le médecin pour des dépistages réguliers afin que le cancer puisse être détecté beaucoup plus tôt dans le processus. Les membres partagent leurs expériences (ablation du sein, chimio, ...) et conseillent les autres sur la façon de gérer leur maladie.



Prévention du cancer



Une éducation inclusive, égale et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous : les garçons et les filles peuvent fréquenter gratuitement l'école primaire et secondaire. Ils ont également la possibilité de poursuivre leurs études. L'enseignement technique, professionnel et universitaire doit être librement accessible, sans distinction de sexe ou d'origine. L'environnement d'apprentissage doit être sûr et inclusif. En outre, cet objectif concerne également la qualité de l'accueil et du développement préscolaire et l'éducation des élèves pour en faire des citoyens du monde.

Les organisations syndicales s'engagent à fournir une éducation à tous les enfants, en particulier aux filles. Offrir une éducation abordable ou un soutien financier à l'éducation est une priorité absolue pour les syndicats, l'objectif étant de fournir au plus grand nombre de personnes possible une éducation appropriée, afin de leur donner plus de chances sur le marché du travail par la suite. Les syndicats s'efforcent d'offrir un enseignement qui corresponde aux besoins du marché du travail.

#### L'AFRIQUE DU SUD

En tant que syndicat, SACCAWU encourage les employeurs à contribuer à une éducation de qualité et inclusive par le biais des diverses agences sectorielles d'éducation et de formation (SETA) et d'autres institutions. -Ils soutiennent les employeurs dans la conception d'un plan de mise en œuvre de programmes de formation accrédités pour les membres des SETA, avec une attention particulière pour les jeunes, notamment les jeunes femmes.



Programmes de formation agréés

#### BURUNDI : ENCOURAGER LES ENFANTS QUI ONT ABANDONNÉ L'ÉCOLE À Y RETOURNER

COSYBU a mis en place différents programmes pour promouvoir l'enseignement général dans tout le Burundi, y compris dans les zones les plus reculées. Avec des organisations partenaires, ils plaident et travaillent pour une éducation primaire communautaire dans différentes régions du pays. COSYBU a travaillé avec le syndicat SET (Syndicat des enseignants du Tchad) pour aider les enfants qui ont abandonné l'école pour travailler dans les champs dans une zone éloignée de Bujumbura à retourner à l'école. Ce projet a permis d'augmenter le nombre d'enfants scolarisés dans les zones reculées, ce qui leur donnera plus d'opportunités sur le marché du travail par la suite.

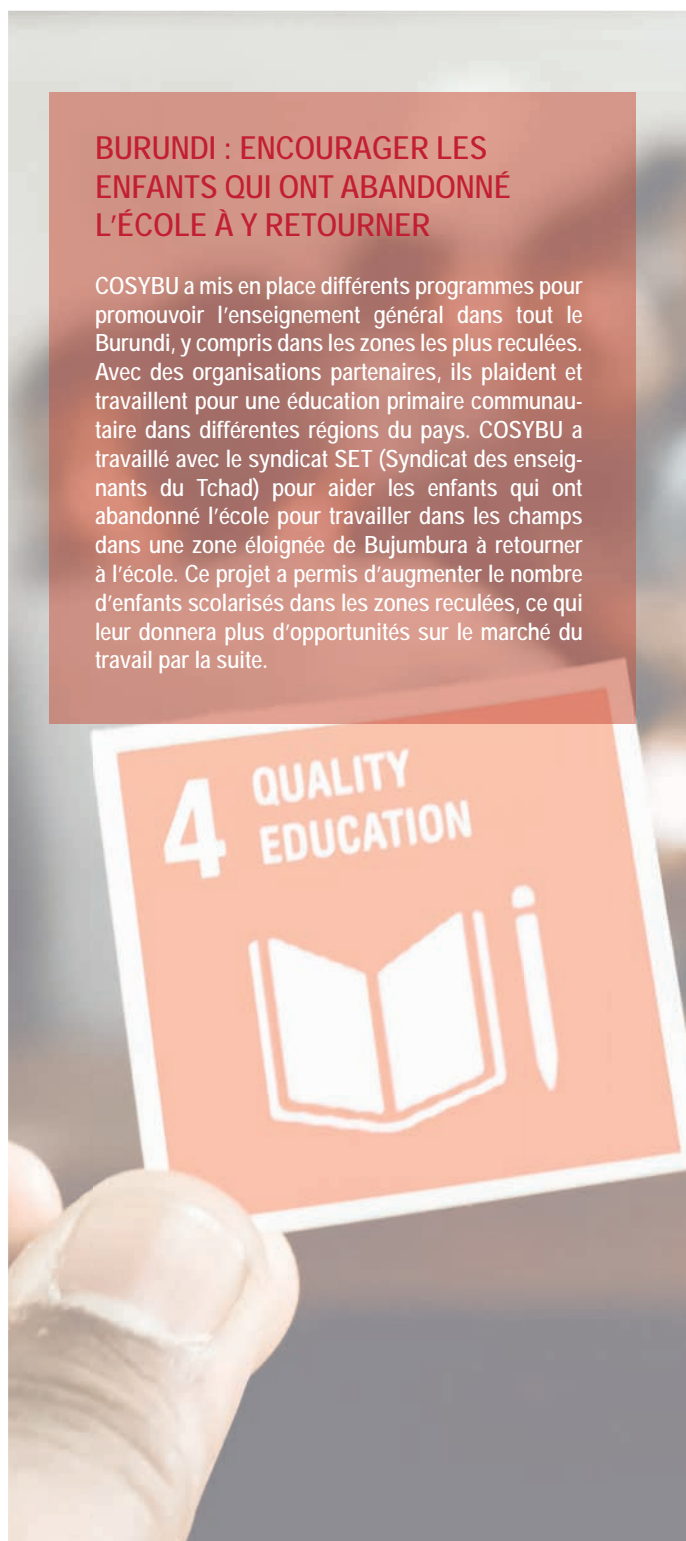
#### SENEGAL

La CNTS a accompagné toutes les réformes du système éducatif national et a participé à la mise en œuvre des programmes d'accès à une éducation de qualité pour tous. En outre, la CNTS, en collaboration avec les syndicats d'enseignants, a exigé la construction de nouveaux bâtiments scolaires et la fourniture de matériel pour assurer une éducation de qualité.

De nombreux efforts ont été déployés pour permettre l'accès à l'éducation pour tous et ces efforts ont porté leurs fruits. Même dans les régions les plus reculées du pays, les enfants, et surtout les filles, ont accès à l'école. On constate que le nombre d'enfants (et de filles) scolarisés a énormément augmenté et est aujourd'hui assez élevé au Sénégal.



Garantie d'une éducation de qualité





## L'AFRIQUE DU SUD : PLAN STRATÉGIQUE NATIONAL POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES SUR LA GBVG

Le COSATU et le SACCAWU participent à l'élaboration du plan stratégique national sur la GBVF (violence basée sur le genre et le féminicide) et à sa mise en œuvre, ainsi qu'aux quatre lois sur la GBVF qui ont été récemment promulguées. C'est très important car l'Afrique du Sud a le taux de viols (pour 100 000 personnes) le plus élevé au monde.

La violence domestique a toujours été un problème majeur en Afrique du Sud et s'est intensifiée pendant la crise du COVID-19. La violence sexiste est malheureusement aussi courante sur le lieu de travail et dans la vie quotidienne. Le COSATU et le SACCAWU ont fait campagne à tous les niveaux pour la ratification de la Convention 190 de l'OIT et pour les négociations sur le Code révisé de bonnes pratiques sur le harcèlement au travail. En 2021, le gouvernement sud-africain a ratifié la convention 190 de l'OIT !

### SENEGAL

Le Sénégal est un pays où, en théorie, l'égalité entre hommes et femmes sur les listes des élections législatives et territoriales est totale. Cependant, les femmes sont encore sous-représentées. Au niveau de la confédération, la CNTS a mis en place une discrimination positive en fixant à 40% la participation des femmes dans tous les organes et organismes de décision. En conséquence, il y a déjà plus de femmes dans les organes de décision.



40% de participation des femmes

La CNTS a fait de la lutte contre les violences sexistes une priorité et s'est appuyée sur la Convention 190 de l'OIT pour mener plusieurs actions de sensibilisation et d'appropriation auprès des travailleurs, ainsi que des actions de plaidoyer auprès des autorités étatiques pour la ratification de la Convention 190 et auprès des employeurs pour prévenir toute forme de violence sur le lieu de travail. La CNTS a pu, en alliance avec la société civile, faire adopter la loi criminalisant les actes de viol et de pédophilie.



Renforcer la sensibilisation

Bonne santé et bien-être à tout âge : La mortalité infantile et maternelle doit diminuer. Il en va de même pour l'alcoolisme et la toxicomanie. Des informations sur les maladies infectieuses sont nécessaires pour éviter leur propagation. L'ONU veut sensibiliser aux maladies mentales et appelle à une réduction des décès sur la route.



Les organisations luttent pour l'égalité des sexes dans les élections et les organes de décision, l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le marché du travail et l'égalité de rémunération pour un travail égal. La lutte contre la violence fondée sur le sexe est une question majeure de l'agenda des trois organisations. L'accent est mis sur la lutte contre la violence sexuelle, la violence domestique et la violence sexiste sur le lieu de travail. La mise en œuvre de la convention 190 de l'OIT dans la législation est très importante à cet égard.



### BURUNDI

COSYBU sensibilise la société à l'émancipation des femmes sur le marché du travail et dans la société en général. Elle s'engage fortement en faveur de l'indépendance financière et organisationnelle des femmes.

De nombreuses femmes au Burundi sont soutenues par des organisations coopératives pour améliorer la qualité et les conditions de vie. Ces organisations apprennent aux femmes certains métiers, comme celui de couturière ou de domestique, mais aussi, par exemple, des emplois dans la construction.



Indépendance financière et organisationnelle



Une croissance économique à long terme, inclusive et durable, le plein emploi et un travail décent pour tous : L'ONU veut éradiquer l'esclavage, le travail forcé et le travail des enfants. Le chômage des jeunes doit être combattu. L'esprit d'entreprise doit être soutenu et nous devons viser la croissance économique, mais sans nuire à l'environnement.

Les associations travaillent à l'établissement d'un salaire minimum décent qui permettra à tous d'avoir un revenu pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Le travail des enfants est interdit dans la plupart des pays et les syndicats prennent des mesures pour le combattre dans des secteurs spécifiques. La transformation de l'économie informelle en économie formelle est peut-être l'une des actions les plus importantes des organisations partenaires. Ainsi, tous les travailleurs de l'économie informelle contribueront également au paiement des impôts et pourront bénéficier de compensations sociales en contrepartie.

## SENEGAL : FORMALISATION DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE

Tout le monde a le droit de travailler et l'emploi durable est extrêmement important. Au Sénégal, cependant, de nombreuses personnes travaillent, mais **tout le monde ne peut pas bénéficier de compensations sociales car les travailleurs de l'économie informelle ne bénéficient pas de protection sociale.** En effet, comme les travailleurs de l'économie informelle ne paient pas d'impôts, ils ne reçoivent pas de compensations sociales.

La CNTS et ses organisations partenaires s'engagent pour la formalisation de l'économie informelle. Le projet sur lequel la CNTS travaille actuellement vise à rattacher les travailleurs du secteur informel et les indépendants à une caisse de sécurité sociale. Une fois que les travailleurs de l'économie informelle seront inclus dans la législation, ils pourront s'adresser à la caisse de sécurité sociale et recevoir des salaires bruts et des prestations sociales.

## SENEGAL

La CNTS s'est battue pour la ratification de la Convention 182 contre le travail des enfants et a commencé à plaider cette ratification auprès du gouvernement.



Combattre le travail des enfants

## L'AFRIQUE DU SUD

On observe une tendance au changement entre les générations au sein de la population active. De nombreux jeunes qui arrivent aujourd'hui ont tendance à avoir des contrats à court terme, ce qui n'est pas viable à long terme. Le SACCAWU négocie le passage à un travail permanent à temps plein (40 ou 45 heures par semaine) pour les jeunes travailleurs, ainsi que l'emploi permanent des travailleurs externalisés s'ils travaillent pour l'entreprise pendant plus de six mois.



Le travail à temps plein pour les jeunes travailleurs

Le Plan de Relance et de Reconstruction Economique élaboré par les partenaires sociaux au sein du NEDLAC en 2020 continue de progresser face aux défis à plus long terme auxquels l'économie sud-africaine est confrontée. L'EERP reste une priorité absolue pour les syndicats afin de garantir que l'économie se développe et que cette croissance crée des emplois.



Relance économique et plans de reconstruction

## BURUNDI

COSYBU a organisé et soutenu différentes campagnes :

- Participation au forum régional sur les ODD en février 2020 au Zimbabwe afin de placer l'ODD 8 plus haut dans l'agenda ;
- Organisation d'un événement annuel pour les membres des syndicats dans le cadre de la campagne "Time for 8".



Campagnes pour promouvoir le travail décent

Le COSYBU a élaboré un plan d'action pour la mise en œuvre de la politique du COSYBU sur l'organisation et le recrutement des travailleurs de l'économie informelle - COSYBU 2018 - 2028 afin de promouvoir le travail décent pour tous les travailleurs de l'économie informelle au Burundi.



Organisation et recrutement des travailleurs de l'économie informelle



## SÉNÉGAL : SESSIONS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SUR LA PROTECTION SOCIALE

La CNTS a organisé plusieurs sessions de renforcement des capacités en matière de protection sociale, sur les sujets suivants :

- Sous-représentation des femmes sur le lieu de travail et dans les organes de décision
- La ratification de la Convention 180 protégeant les femmes en leur qualité de membres d'organes de décision (organisations parlementaires et/ou gouvernementales), ainsi que la ratification de la Convention 183 sur l'état de maternité.
- L'amélioration de la protection sociale des femmes travaillant dans l'économie informelle.
- Le régime national d'assurance maladie pour les femmes et les travailleurs informels.

## SENEGAL

La CNTS a été engagée dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de protection sociale pour toutes les couches de la population :

- Frais médicaux gratuits pour les personnes âgées de plus de 60 ans
- Soins de santé gratuits pour les enfants de moins de 5 ans
- Soins gratuits pour les personnes sous dialyse
- Césariennes gratuites
- La carte d'égalité des chances pour les personnes handicapées
- Régime de sécurité sociale simplifié pour les petits contribuables (économie informelle)



Protection sociale pour tous



Réduire les inégalités au sein des pays et entre eux : Cela inclut les inégalités fondées sur le revenu, l'âge, le sexe et le handicap. La législation et les politiques discriminatoires sont inacceptables. La protection sociale est importante. Les pays en développement devraient également avoir plus de poids dans la prise de décision des institutions financières et économiques internationales.

10 INÉGALITÉS RÉDUITES



Les syndicats s'engagent à défendre les intérêts des travailleurs sur le marché du travail et à assurer une répartition équitable et digne des salaires. Des protections sociales pour tous les différents types de groupes de population et une assistance sociale pour tous ceux qui en ont besoin, indépendamment de leur origine ethnique, de leur religion, de leur orientation sexuelle, etc. Les organisations rejettent toute forme d'inégalité, indépendamment de l'âge, du handicap ou du sexe, et s'engagent à développer des politiques nationales inclusives.

## BURUNDI

COSYBU a mis en œuvre une politique de l'emploi au niveau national, afin de créer des emplois accessibles à tous et de garantir un salaire minimum pour tous.



Salaire minimum pour tous

Il existe également plusieurs mesures supplémentaires telles qu'une politique du logement et une politique permettant aux jeunes (et au reste de la population) qui n'ont pas de diplôme d'obtenir un certificat de compétence pour une certaine connaissance qu'ils possèdent afin de trouver un emploi.



Certificat de compétences

## L'AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud ne dispose toujours pas d'une loi/politique de protection sociale holistique et complète. Les organisations ont pris un certain nombre de mesures qui prévoient des secours pour les travailleurs et les chômeurs, des dispositions en matière de retraite, une assistance sociale pour les plus vulnérables par le biais d'une allocation de revenu pour les enfants, des enfants placés et d'autres aides sociales pour les familles dans le besoin. L'assurance chômage, par exemple, offre une aide aux travailleurs en cas de chômage, de maladie, de maternité, d'adoption, de maternité de substitution, de congé parental et de décès.



Protection sociale pour tous



Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences : Le changement climatique touche tous les pays et tous les continents. Les politiques doivent donc prévoir des mesures, comme celles visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, et les citoyens doivent prendre conscience des moyens de s'adapter au changement climatique. L'ONU veut rendre les nations vulnérables plus résistantes aux catastrophes naturelles.

Nous devons agir maintenant si nous voulons maîtriser le réchauffement climatique. De ce point de vue, les organisations syndicales sensibilisent leurs membres au réchauffement climatique et aux actions que chacun d'entre eux peut entreprendre.

Dans les négociations avec le gouvernement, des mesures et des lois sur les énergies propres, les émissions, etc. sont introduites. Les syndicats peuvent également utiliser les dialogues sociaux pour sensibiliser les organisations et les industries les plus polluantes.

### L'AFRIQUE DU SUD

De véritables solutions fondées sur la nature, qui combinent la protection de la biodiversité contre le changement climatique avec la fin de la déforestation et l'encouragement de la reforestation, sont constamment développées. Ces projets créent des opportunités pour créer des emplois verts décents, formels, sûrs et de qualité. Le COSATU et le SACCAWU participent à travers leurs réseaux à la sensibilisation au changement climatique, tant auprès de leurs membres que des employeurs.

 Sensibilisation au changement climatique

### BURUNDI : PLAN D'ACTION ENVIRONNEMENTAL

COSYBU a élaboré un plan d'action environnemental pour une transition équitable en mettant l'accent sur les emplois verts et la résilience des groupes vulnérables. Ceci est particulièrement important dans le secteur informel, car beaucoup de ces emplois ne sont pas durables et provoquent, par exemple, la déforestation ou la surpêche.


Plusieurs projets ont été lancés avec des résultats positifs pour l'environnement. L'un de ces projets consiste à reboiser pour prévenir l'érosion des sols. Un autre projet concerne l'introduction d'une politique de pêche pour empêcher la destruction du sol, maintenir le nombre de poissons et ne pas détruire l'écosystème.

### SENEGAL

Dans le cadre de la conférence mondiale sur le climat organisée par la CSI, la CNTS a effectué une tournée pour rencontrer des chefs d'entreprise afin de les sensibiliser aux effets de leur activité, et des émissions qui l'accompagnent, sur l'environnement.

 Sensibiliser au changement climatique

Le changement climatique est une préoccupation majeure pour la CNTS, c'est pourquoi elle se bat pour que l'Etat sénégalais prenne en charge les questions liées au climat. La CNTS a organisé plusieurs séminaires sur le changement climatique et a participé à plusieurs forums nationaux et internationaux sur le changement climatique.

 Séminaires sur le changement climatique





## PROGRAMME DE PARTENARIAT DE L'ORGANISATION À BUT NON LUCRATIF BIS MSI

Plus que jamais, le contexte de la mondialisation croissante de l'économie incite les syndicats à unir leurs forces dans le monde entier. Le travail décent n'est pas seulement un concept, un objectif ou un droit. Le travail décent est indispensable à un bon travail démocratique. BIS MSI estime que le travail décent est un outil fondamental pour prévenir et éradiquer la pauvreté et les inégalités.

Les principales activités de l'organisation sans but lucratif BIS-MSI se situent dans le cadre des quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT, à savoir la création d'emplois dignes, la garantie des droits au travail, l'extension de la protection sociale et la promotion du dialogue social. Basé sur une vision socialement libérale de la société, BIS-MSI vise à promouvoir une société démocratique, juste, durable et inclusive où les droits de l'homme sont essentiels.

BIS-MSI soutient les organisations syndicales dans plusieurs pays partenaires. Ce faisant, l'organisation promeut une approche intégrée du développement durable fondée sur une transition juste où le progrès social, la protection du climat et les besoins économiques sont pris en compte dans un cadre de gouvernance démocratique, où les droits du travail et les autres droits de l'homme sont respectés et où l'égalité des sexes est réalisée.

Renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable : L'ONU attend davantage de coopération : entre les entreprises, les gouvernements, les citoyens et les organisations, mais aussi entre tous les acteurs. La technologie, le partage des connaissances, le commerce, la finance et les données sont très importants.



Les organisations syndicales ne sont pas en mesure de réaliser les ODD à elles seules. Les partenariats avec des organisations nationales et internationales visant à contribuer au développement durable sont essentiels. Au sein d'alliances au niveau national, régional et international, chaque partenaire peut apprendre les uns des autres, partager ses expériences et unir ses forces pour agir. Le programme BIS-MSI se concentre sur une approche multi-acteurs. A travers les activités Sud-Sud et Triangulaire, BIS-MSI et ses organisations partenaires ont réussi à capitaliser un certain nombre de bonnes pratiques qui ont été partagées à travers différents réseaux.

// **LA MONDIALISATION CROISSANTE DE L'ÉCONOMIE INCITE LES SYNDICATS À UNIR LEURS FORCES DANS LE MONDE ENTIER**



## Conclusion

Les exemples inspirants et les bonnes pratiques montrent clairement que les syndicats peuvent jouer un rôle majeur dans la réalisation des ODD. Tant les petites initiatives que les actions au niveau national et international contribuent à ces objectifs.

Grâce à des années de soutien et de coopération avec toutes ses organisations partenaires, BIS-MSI a joué son rôle en travaillant ensemble à la réalisation de l'Agenda 2030 de manière pratique et pragmatique.

Cependant, les syndicats ne sont pas seuls dans le dialogue social. Afin de réaliser les ODD, tous les partenaires sociaux, les gouvernements, les employeurs,... doivent travailler ensemble avec l'objectif commun de "ne laisser personne de côté".



# Annexe

Les objectifs énumérés ci-dessous sont des sous-objectifs des ODD auxquels les organisations partenaires peuvent contribuer :



## ODD 1

1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient

1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance

- 1.b Mettre en place aux niveaux national, régional et international des cadres d'action viables, fondés sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, afin d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté



## ODD 2

2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles



## ODD 3

3.1 D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes

3.4 D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être

3.9 D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses, à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol

- 3.d Renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement en matière d'alerte rapide, de réduction des risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux



## ODD 4

4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile

4.3 D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable

4.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment

techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat

4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle

4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter

4.7 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable

- 4.b D'ici à 2020, augmenter considérablement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays d'Afrique, pour financer le suivi d'études supérieures, y compris la formation professionnelle, les cursus informatiques, techniques et scientifiques et les études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement



## ODD 5

5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles

5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation

5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique

5.6 Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finaux des conférences d'examen qui ont suivi

- 5.a Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne
- 5.c Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent



## ODD 8

8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le



secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers.

8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.

8.6 D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.

8.7 Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.

8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.



### ODD 10

10.1 D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 pour cent les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable

10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre

10.3 Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière

10.4 Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité



### ODD 12

12.8 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature



### ODD 13

13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales

13.3 Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide

- 13.b Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements climatiques, l'accent étant mis notamment sur les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés



### ODD 16

16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants

16.5 Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes

16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux

16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions

16.8 Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial

16.10 Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux

- 16.a Appuyer, notamment dans le cadre de la coopération internationale, les institutions nationales chargées de renforcer, à tous les niveaux, les moyens de prévenir la violence et de lutter contre le terrorisme et la criminalité, en particulier dans les pays en développement
- 16.b Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable



### ODD 17

17.6 Renforcer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale dans ces domaines et améliorer le partage des savoirs selon des modalités arrêtées d'un commun accord, notamment en coordonnant mieux les mécanismes existants, en particulier au niveau des organismes des Nations unies, et dans le cadre d'un mécanisme mondial de facilitation des technologies

17.9 Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire

17.13 Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment en favorisant la coordination et la cohérence des politiques

17.14 Renforcer la cohérence des politiques de développement durable

17.15 Respecter la marge de manœuvre et l'autorité de chaque pays en ce qui concerne l'élaboration et l'application des politiques d'élimination de la pauvreté et de développement durable

17.16 Renforcer le Partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable

17.17 Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière

17.18 D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays





# Belgium

partner in development

Brochure réalisée dans le cadre du programme de partenariat 2017-2021 du Mouvement pour la solidarité internationale (MIS), cofinancé par l'ACLVB-CGSLB et la Coopération belge au développement (DGD).

